

Visite de Nong Duc Manh à la Commission Européenne à Bruxelles :

Le Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme et 7 Députés Européens demandent la libération de Thich Huyen Quang, Thich Quang Do et Pham Que Duong

A l'occasion de la venue très discrète à Bruxelles du Secrétaire général du Parti Communiste Vietnamien Nong Duc Manh, M. **Vo Van Ai**, Président du Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme, a interpellé aujourd'hui, dans une lettre, le Président de la Commission Européenne Romano Prodi afin qu'il soulève la question des droits de l'Homme lors de son entretien avec lui prévu le 11 mars 2004 à 17 heures 30.

En particulier, soulignant que la République Socialiste du Vietnam « *ne pourrait sans doute pas survivre sans l'aide financière colossale que lui prodiguent chaque année l'Union Européenne et ses Etats membres* », M. Vo Van Ai a demandé au Président de la Commission d'exiger la libération immédiate et inconditionnelle de trois éminents dissidents Thich Huyen Quang, Thich Quang Do et Pham Que Duong.

Sa demande a été endossé par 7 députés européens qui depuis Strasbourg ont énoncé les mêmes analyses et requêtes. Parmi eux figurent six députés du Parti Radical Transnational (**Marco Pannella, Emma Bonino, Marco Cappato, Benedetto Della Vedova, Olivier Dupuis et Maurizio Turco**) ainsi que le député du Parti Socialiste Européen **Paulo Casaca**.

En effet, rappelant l'Accord de coopération économique de 1995 qui fonde les relations entre l'Union Européenne et le Vietnam sur le respect des principes démocratiques et des libertés fondamentales, M. Vo Van Ai regrette que le Vietnam continue de violer systématiquement les droits de l'Homme : Ainsi « *les autorités vietnamiennes ont lancé, au mois d'octobre dernier, une campagne de répression contre [l'Eglise Bouddhique Unifiée du Vietnam (EBUV)] d'une telle brutalité que la survie même de cette Eglise deux fois millénaire est menacée* ». Depuis, le Patriarche de l'EBUV Thich Huyen Quang (86 ans) et le Très Vénérable Thich Quang Do (75 ans), qui ont déjà passé chacun plus de vingt en détention, sont de nouveau emprisonnés sans procès ni motif dans leurs pagodes, le Monastère Nguyen Thieu (province de Binh Dinh) et le Monastère Zen Thanh Minh (Ho Chi Minh Ville).

La lettre évoque également le cas de l'ancien colonel de l'Armée du Peuple Pham Que

Duong (73 ans), journaliste et historien renommé, emprisonné depuis la fin 2002 pour son engagement en faveur des réformes politiques et des droits de l'Homme. Les autorités vietnamiennes ont annoncé, début février, son procès pour « espionnage » qui « *s'annonce comme inique, violant le droit élémentaire de la défense et indigne d'un Etat partenaire de l'Union Européenne* ». Pham Que Duong, qui n'a fait qu'exercer et promouvoir les droits fondamentaux inscrits dans la Constitution vietnamienne, risque 12 ans d'emprisonnement, la détention perpétuelle ou la peine de mort au titre de l'article 80 du Code pénal vietnamien.